

A son Excellence
Monsieur Ibrahim Boubacar Keita,
Président de la République du Mali, Chef de L'Etat

BI-TON

“IBK, nos 200 000 emplois”

Introduction	4
Croissance, emploi et population active au Mali—aujourd’hui et dans le futur	6
La transition des jeunes vers un emploi productif	7
Capital humain : le rôle fondamental de l’éducation de base	9
Accroître la productivité des petits exploitants agricoles	12
Politiques foncières	18
Compétences.....	20
Améliorer la productivité des entreprises informelles non agricoles	22
Politique urbaine	26
Qu’est-ce qui entrave le développement des entreprises exportatrices au Mali aujourd’hui ?	30
Que faire pour améliorer la faible productivité de la main-d’œuvre au Mali ?	32
Les infrastructures et le climat des affaires	33
Conclusion.....	38

1. Introduction

Le Mali a aujourd'hui une opportunité sans précédent. La moitié de sa population a moins de 25 ans. Pendant ce temps, la population dans le reste du monde est ou sera bientôt vieillissante.

La forte augmentation de la population jeune au Mali est une opportunité au regard des faits suivants.

- *Tout d'abord, les biens et services dans le monde ne peuvent pas être produits sans une main-d'œuvre en âge de travailler. Le Mali peut être un principal pourvoyeur de la main-d'œuvre mondiale, soit en produisant les biens et services nécessaires dans le pays, soit en envoyant de la main-d'œuvre dans les régions qui en manquent.*
- *Deuxièmement, les salaires dans l'industrie manufacturière augmentent dans d'autres Pays. La population active Malienne devrait concourir pour ces emplois.*
- *Troisièmement, les concentrations croissantes de travailleurs dans les zones urbaines peuvent être une source d'innovation et de croissance économique rapide.*

Les jeunes Maliens seront à la pointe de ces développements. Enfin, en supposant que la fécondité continue à diminuer, la croissance rapide de la population active Malienne impliquera une augmentation du nombre d'adultes en âge de travailler par rapport aux « personnes à charge », offrant ainsi plus de marge pour l'épargne, l'investissement et une croissance économique soutenue.



Toutefois, cette transition démographique n'est pas automatique.

Le fait que la baisse du taux de fécondité n'a même pas commencé demeure une préoccupation majeure.

Mais il est aussi essentiel que la population Malienne en âge de travailler ait les possibilités d'être productive

2. Croissance, emploi et population active au Mali— aujourd'hui et dans le futur

Malgré quinze années de croissance économique relativement rapide, avec une moyenne de plus de 4,5 % par an, le Mali continue de dépendre des matières premières pour son exportation. L'incapacité de cette croissance à réduire la pauvreté est frappante.

Environ 16 % des Maliens qui travaillent ont des « emplois salariés », c'est-à-dire des emplois pour lesquels ils perçoivent un salaire régulier, et parfois d'autres prestations complémentaires.

Ces emplois sont à peu près équitablement répartis entre les secteurs public et privé, même si la part du secteur privé croît avec le revenu par habitant. Le secteur industriel (minier, manufacturier et construction) représente moins de 20 % des emplois salariés.

(environ 3 % du total des emplois). Les emplois restants se trouvent dans les exploitations agricoles familiales (62 %) ou les entreprises individuelles (22 %), qui ensemble peuvent être décrites comme le secteur informel.

Ces types d'emplois, à savoir le travail sur une petite parcelle, la vente de légumes dans la rue, la confection de vêtements à domicile, génèrent souvent peu de revenus, en partie parce que ces « entreprises » ont tendance à être de très petite taille et n'impliquent généralement que la famille.



La transition des jeunes vers un emploi productif

Que se passera-t-il au niveau de l'emploi si l'industrie manufacturière légère augmente de façon spectaculaire au Mali?

La structure de l'emploi pourrait changer plus rapidement si le Mali réalisait un changement radical pour dévier de sa voie de croissance actuelle.

Quelles perspectives d'emploi pourraient s'ouvrir à la jeunesse d'ici 2030 si le Mali reprenait à son compte les industries et les emplois de la France à compter

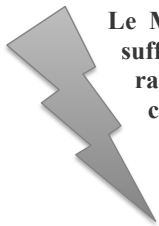
de 2020, tout comme les pays asiatiques tels que le Cambodge et le Vietnam l'ont fait avec les industries et emplois du Japon et de la Corée du Sud dans les années 1980 et 1990 ?

La simulation, l'élasticité de l'emploi salarié augmentera de 1,2 pour correspondre à l'élasticité historique des emplois salariés pour le Bangladesh, le Cambodge et le Vietnam. Cela signifie que l'emploi dans le secteur industriel devrait croître plus rapidement de 20 % par rapport à la valeur ajoutée, ce qui implique une croissance à haute intensité de main d'œuvre.

Si ce scénario « spectaculaire » pouvait se réaliser, la croissance annuelle moyenne de l'emploi salarié dans l'industrie devrait doubler au cours de la décennie pour atteindre 12 % par an, et le total des emplois salariés devrait augmenter de 6 % par an. Cependant, au bout du compte, la structure de l'emploi ne devrait changer que très légèrement par rapport à celle d'aujourd'hui.

Le Mali pourrait donc espérer quelque 100 000 emplois salariés en plus par an,

Ces gains reflètent en partie la courte période utilisée pour la projection (elle couvre dix ans alors que le changement structurel au Vietnam s'est déroulé sur vingt ans). Ils reflètent également la population active plus importante du Mali et la base limitée à partir de laquelle le développement industriel doit commencer.



Le Mali aura besoin de deux décennies au moins pour changer suffisamment la structure de l'emploi afin d'offrir des perspectives radicalement différentes à sa jeunesse, d'où l'importance de commencer le processus de changement dès aujourd'hui.

3. Capital humain : le rôle fondamental de l'éducation de base

Le niveau d’instruction influe sur les perspectives d’emploi.

L’évaluation de l’apprentissage au plan international montre que les jeunes Maliens n’ont pourtant pas les compétences pour être compétitifs sur le marché mondial.

La scolarisation est différente de l’apprentissage. De grandes insuffisances dans la qualité de l’instruction signifient que l’effet de l’éducation sur la productivité est bien inférieur à son potentiel. La mauvaise qualité de l’éducation freine directement la productivité et empêche les individus d’acquérir de nouvelles compétences.



Même les élèves qui achèvent leur cursus primaire ont un faible niveau de compétences de base : **74 % au Mali n’ont pas dépassé le niveau des compétences de base en « calcul » tandis que 44 % n’ont pas l’aptitude de « lire pour comprendre » (Hungiet coll. 2010).**

Quelques années d’éducation de base de qualité médiocre ne conféreront pas de gains de productivité si les élèves ne maîtrisent pas encore l’écriture et le calcul.

Pour beaucoup, cependant, l’enseignement primaire est le plus haut niveau de scolarité qu’ils pourront atteindre. Ces résultats sont d’autant plus troublants qu’ils montrent que les élèves qui quittent l’école ont une base trop fragile pour acquérir ensuite des compétences plus spécialisées.

Même les élèves qui arrivent dans le secondaire (ceux qui seront les plus susceptibles d’aller vers le secteur salarié moderne) ne sont pas compétitifs au niveau mondial.



Dans une récente évaluation internationale des élèves en huitième ou neuvième année de scolarité, 79 % des Maliens n’ont pas dépassé le plus bas niveau de compétences en mathématiques. À titre de comparaison, la moyenne internationale est de 25 % et les scores correspondants pour les élèves indonésiens et jordaniens sont respectivement de 67 % et de 45 %.

Au-delà de ces compétences cognitives, de nombreux jeunes Maliens n’ont pas les compétences comportementales et socio-émotionnelles, parfois appelées « compétences douces », qui sont nécessaires pour obtenir, conserver et être productif dans un emploi.

Aborder la question de ces lacunes d'apprentissage n'est pas aisé. Les enquêtes dans les écoles révèlent de grosses failles dans la prestation des services. Par exemple, l'absentéisme des enseignants sur un jour donné était entre 16 et 20 % à Kayes.

Il est essentiel de réformer le cadre de recevabilité qui permet à cette performance médiocre de persister. Une meilleure information sur la performance doit être complétée par des approches ciblées qui renforcent le rôle des personnes les plus touchées : les élèves et leurs parents.



Des mesures pour s'assurer que les enseignants sont bien préparés à l'enseignement et soutenus dans leurs tâches sont indispensables pour créer une équipe de professionnels très performants. Le développement des écoles privées au Mali (offrant souvent des performances supérieures à moindre coût) ne doit pas être étouffé, mais plutôt encouragé et canalisé afin de donner à un plus grand nombre d'étudiants la possibilité d'apprendre.

Des améliorations au niveau de l'éducation de base permettront de jeter les fondements d'une meilleure productivité.

Dans le même temps, des actions complémentaires sont nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires et développer le capital humain afin de maximiser les chances de succès des jeunes dans la transition vers des emplois rémunérateurs.

4. Accroître la productivité des petits exploitants agricoles

L'agriculture peut et doit être un secteur d'opportunités pour la jeunesse Malienne. La demande croissante en produits alimentaires est le signe que l'offre peut tirer profit d'un marché en pleine croissance. Et la demande croissante ne se limite pas qu'au marché intérieur en pleine expansion au Mali.


Les cours mondiaux des denrées alimentaires sont à leur niveau le plus élevé depuis plusieurs décennies, et ils devraient rester élevés au moins pendant le reste de la décennie. Le Mali est bien placé pour produire pour ce marché mondial important et potentiellement lucratif.

Il a des réserves abondantes de terres et souvent d'eau, contrairement à d'autres Pays.

Si les jeunes peuvent avoir accès à ces ressources et les utiliser en conjonction avec des stratégies visant à rendre l'agriculture plus productive, les résultats pourraient être transformateurs pour la génération de revenus et la croissance économique.

Bien que l'agriculture soit la source la plus immédiate de revenu et d'emploi pour un grand nombre de jeunes, les efforts visant à accélérer la croissance agricole et à améliorer la sécurité alimentaire au Mali ont été conceptuellement distingués des efforts visant à créer des emplois pour les jeunes.

Ces objectifs sont pourtant complémentaires. Accroître les perspectives des jeunes pour un travail productif en milieu rural est sans doute le plus important catalyseur pour permettre au Mali de profiter de ses dividendes démographiques.



La faible productivité agricole est le principal obstacle à surmonter. La productivité agricole au Mali reste l'une des plus faibles dans le monde, et l'agriculture est le secteur le moins productif dans l'économie Malienne.

Pourtant, la productivité globale des facteurs, ainsi que des terres et du travail, a été en hausse dans l'agriculture Malienne depuis les années 1992 (Fuglie et Rada 2013 ;Nin-Pratt, Johnson et Yu 2012). Elle pourrait encore augmenter avec la hausse du cours des denrées alimentaires puisque la valeur de la production pour la même quantité d'intrants augmentera.

Mais ces indicateurs de productivité sont bien en deçà des niveaux atteints dans d'autres Pays au cours de leurs phases de croissance économique rapide.

En effet, le Mali ne suit pas la trajectoire d'autres pays où les gains de productivité dans les exploitations agricoles, combinés à des revenus plus élevés et de meilleures opportunités non agricoles, ont entraîné un déplacement rapide de la main-d'œuvre hors du secteur agricole.

Les effets de la faible productivité agricole Malienne vont bien au-delà des zones rurales et des ménages agricoles. Un résultat souvent oublié de la faible productivité agricole au Mali est le prix élevé des denrées alimentaires sur le marché intérieur. Les prix locaux ne sont que peu corrélés avec les prix mondiaux, surtout à l'intérieur.

Lorsque les prix sont élevés sur les marchés intérieurs, ceci augmente le coût des denrées alimentaires et fait monter les salaires, contribuant ainsi au manque de compétitivité globale du Pays.

Des prix élevés sur le marché intérieur affectent les revenus réels de toute la population, sauf les agriculteurs qui sont des vendeurs nets de denrées alimentaires et dont les coûts de production sont relativement faibles.



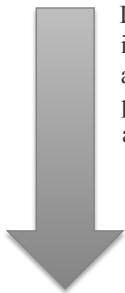
Une plus grande productivité agricole permettra de réduire les coûts des denrées alimentaires sur le marché intérieur et de créer beaucoup plus d'emplois non agricoles mieux rémunérés pour tout le monde, surtout les jeunes.

Comprendre pourquoi le secteur le moins productif est également le plus important en termes d'emploi peut donner des pistes sur la façon dont les travailleurs agricoles peuvent augmenter leur productivité.

Les petits agriculteurs peuvent être pris dans un piège qui les empêche de générer des revenus suffisants pour investir afin d'augmenter la production et la productivité.

La grande majorité des agriculteurs Maliens travaillent sur des petites parcelles, souvent dans des régimes fonciers incertains.

Ils ne peuvent pas profiter des économies d'échelle (quand elles existent), des intrants agricoles modernes et de la mécanisation.



L'insuffisance des infrastructures rurales (transport, électricité et irrigation) limite les efforts des agriculteurs pour obtenir des intrants abordables tels que les semences et les engrais, vendre leur production de façon rentable ou exploiter de nouvelles terres agricoles.

Le manque d'irrigation rend l'agriculture plus vulnérable aux aléas climatiques.

Les faibles niveaux d'éducation et les problèmes de santé omniprésents (deux résultats de la médiocrité des prestations de services) empêchent les agriculteurs d'accroître leur propre productivité, et limitent aussi le nombre de migrants vers les zones où l'agriculture ou toute autre occupation pourrait être plus productive.

Les jeunes ruraux Maliens ont des niveaux d'instruction nettement inférieurs à leurs homologues des villes. La prise en charge ou le traitement de certaines maladies endémiques n'est pas coûteux à gérer et traiter, mais ces domaines de la politique de santé font l'objet d'une moindre attention en dépit de leur coût élevé pour l'économie rurale.